

- 5 OCT. 1977

L'EUROPE DEVRAIT SE NOURRIR
DE PROSPECTIVE SOCIALE

par Serge ANTOINE

Si les progressions particulières sont insensibles, celles qui sont stimulées par des vues ultérieures qui s'associent à leur puissance sont très rapides.

C.N. Ledoux (XVIII^e siècle)

L'Europe du hasard ou l'Europe de la nécessité

L'Europe de la consommation est plus unie qu'on ne pense et l'on s'en aperçoit si, par comparaison au reste du monde, on analyse ses niveaux de vie, ses comportements, sa manière de vivre. Mais elle tait ce qui fait son quotidien.

Quant à l'Europe des institutions, en 1977, à la veille d'une élection qui couvre toute l'Europe de l'Ouest, elle est surtout faite d'institutions spécialisées découpées selon des compartiments fonctionnels, par discipline ou par domaine : l'Europe de l'acier, des prix agricoles, des droits de douane etc... C'est une Europe du pas à pas qui progresse par secteurs ou par produits.

Mais s'agit-il d'une société qui affiche un projet global ou des valeurs au nom desquelles elle veut vivre ou pourrait mourrir ? Et, si dans les moments extraordinairement pacifiques et prospères (plus de 30 ans de paix depuis 1945), elle n'a pas dégagé cette unité dans l'affirmation de valeurs communes, au moment où elle pouvait choisir, le fera-t-elle dans les moments de crise ou de difficultés qui pourraient bien surgir ?

Si l'Europe n'a pas choisi son hasard, qu'en sera-t-il lorsque sera venue l'Europe de la nécessité ?

Serge Antoine qui est membre du Conseil de l'Association internationale "Futuribles" et président de la Fondation Claude Nicolas Ledoux pour les Réflexions sur le Futur. Il est Secrétaire Général du Haut Comité de l'Environnement et initie des travaux de prospective sur la Méditerranée. Il est membre du Conseil d'Administration de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Dublin) et a été élu, en avril 1977, vice-président de la Fédération mondiale des Etudes sur le Futur.

La vertu des diagonales

Pour faciliter la prise de conscience d'une certaine unité européenne en un temps où d'ailleurs bien d'autres forces centrifuges surgissent (protectionisme croissant, essor des micro-cultures), les institutions ou les structures pourraient aider si elles étaient moins verticales, moins raides, moins domaniales.

Il est vrai que, dans les années 50, pour dessiner une coopération européenne, on avait hésité entre deux stratégies : construire l'Europe à partir des matières de base, le charbon, l'acier puis l'atome, les produits agricoles, etc... Jean Monnet avait opté pour cette voie qui a été et est encore largement celle de la Communauté des Neuf. C'était un bon départ. Elle ouvrait la voie "sectorielle" ?

Maurice Rotival, lui, en aménageur, avait préconisé la mise en commun d'un développement régional : la vallée du Rhin, sorte de Tennessee valley de l'unité européenne. Mission impossible. On récusa l'idée. Les structures administratives ou ministérielles préfèrent l'organisation sectorielle pour régir des domaines que l'on peut bien délimiter : la santé, les transports, le logement, la marine marchande, l'agriculture, etc...

Pourtant, dans bien des pays - en particulier dans le nôtre - en plus de ces découpages fonctionnels, la société fait aujourd'hui naître des besoins, une sémantique et des structures que je qualifierai de "diagonales". L'environnement, la qualité de la vie, l'aménagement du territoire, par exemple, sont des objectifs publics à vocation "diagonale". Les administrations "à objectifs" qui s'en occupent sont appelées des "administrations de mission".

Aujourd'hui, de nombreux ministres, secrétaires d'Etat ou hauts fonctionnaires ont été ou sont investis de missions "impossibles" (1) : le travail manuel, la consommation, la condition féminine, le littoral, etc...

Dans le monde mécanisé, compartimenté et hyperspécialisé qui est le nôtre, la collectivité, qui cherche à répondre à des aspirations profondes, à des problèmes non satisfaits, appelle ainsi des structures "diagonales".

La "qualité de la vie" - pour n'en prendre qu'une - est une dimension nouvelle de la vie politique et de la vie administrative ; elle n'en est encore qu'à ses débuts mais, dans les différents pays, elle prend une place de plus en plus importante. Bien sûr, cette préoccupation a d'autant plus de mal à se faire sa place au soleil qu'elle doit être prise en compte par les structures existantes et assumée ou "internalisée" dans leur action ; elle doit aussi être à la fois présente au niveau national et au niveau régional ou local proche du citoyen et de l'habitat que l'on cherche à satisfaire.

Mais elle est un signe d'une quête de nouvelles valeurs.

(1) allusion au livre de R. Poujade "le Ministère de l'impossible" (1975).

L'Europe bâtera-t-elle sa problématique ?

Les institutions sont évidemment importantes pour aider à l'émergence d'une nouvelle éthique. Mais, en un temps où les sociétés se défient des grandes institutions et où les grandes entités n'ont plus l'aura d'il y a un siècle, la véritable condition de la renaissance européenne passe par la définition fondamentale d'un projet de société. Dans l'histoire des peuples, les chances n'existent pas, elles se prennent.

L'Europe a terriblement besoin d'une recherche des finalités : "dis-moi ce que tu veux être et je te dirai qui tu es". L'Europe, aseptisée par la technocratie et la réglementation, a besoin d'une grande bouffée de vie.

Et, elle a besoin de choix.

Ces choix sont relatifs à la part de la responsabilité personnelle dans la vie collective, aux valeurs de relation entre les hommes et les groupes, au rôle de l'Europe dans le monde (et notamment dans les relations Nord-Sud), à la signification d'une nouvelle croissance au regard des ressources, à l'importance du patrimoine naturel, à la resignification du travail, à la décentralisation, etc....

Ces choix peuvent être facilités par l'exercice de la prospective dans la mesure où elle est soeur des structures diagonales. Comment ne pas mesurer l'affinité qui a existé, par exemple, entre des hommes comme Bertrand de Jouvenel et Louis Armand et les découvreurs de l'environnement ?

Mais la prospective va au delà.

La prospective peut y aider

Parce qu'elle n'est pas futurologie divinatoire mais effort pour dégager l'avenir souhaité, la prospective peut utilement contribuer à la mise en ordre des valeurs d'une société et à l'ensemble de nouvelles valeurs. La prospective peut dresser le miroir de futurs inacceptables comme elle peut contribuer à relier utopie et politique, aujourd'hui, si lointaines l'une de l'autre. La poésie politique a été porteuse d'avenir. Elle est à recréer.

Le chemin de la prospective ne mène cependant pas droit au but. Rien n'autorise à penser que le champion naft de la seule gymnastique. La prospective est un exercice ou un art ; elle ne peut, à mon avis, jouer son rôle en Europe (comme ailleurs, en Méditerranée par exemple) qu'à un certain nombre de conditions.

A certaines conditions

- 1 . La première est celle de faire de la prospective et non point seulement d'en parler. Cela coûte du temps, des hommes, de l'argent. Mais si peu ! L'effort ne représente que quelques centimètres d'autoroutes et pourtant l'on entend trop souvent dire : "nous sommes en crise, jouons sur le présent sans nous occuper des surlendemains".
- 2 . Il faut que la recherche prospective soit délibérément ouverte sur la réflexion qualitative et les choix de société (1).

Pour engager la prospective dans cette voie, plusieurs chemins sont possibles. J'insisterai, après Robert Jungk, sur l'importance de l'éducation, sur une éducation du choix, sur une éducation de la longue durée. Celle-ci doit développer l'approche prospective. Elle ne le fait pas suffisamment aujourd'hui et la littérature pour enfants, par exemple, (scolaire ou non scolaire) introduit mal la dimension de l'avenir (2). Il y a trop de "futur-fuite" : la technologie (spatiale, par exemple), victorieuse, la nature rassurante (les animaux sages), la science fiction au rabais ("fais-moi peur")... Il y aurait beaucoup à dire sur le processus éducatif à repenser sous cet angle. L'apprentissage du temps long (plus difficile à percevoir que l'espace pour l'enfant), la non-rupture entre l'histoire et l'avenir, la diffusion des non-connaissances (alors que l'Education veut être trop systématiquement la "diffusion des connaissances"), l'apprentissage d'une situation où il y a des inconnues, l'exercice des responsabilités et des choix (rejet du futur divinatoire).

- 3 . Il faut que la recherche prospective amplifie les choix (1) et que les sociétés s'approprient leur avenir. Elles sont aujourd'hui malades de ne pas formuler de projets et surtout de ne pas les engager.

C'est dire que la recherche doit favoriser les innovations et les expérimentations sociales. Coupée du présent, la prospective est un alibi et une fuite. Elle doit aider à mieux comprendre le présent et aussi à avancer. C'est dire que la prospective doit entraîner nos

(1) C'est ce que s'efforce par exemple de faire le Secrétariat suédois des Etudes sur le Futur. Voir, à cet égard, le n° 7 de la revue Futuribles qui est principalement consacré à la "démocratie prospective" (avec Alvin Toffler, Peter C. Diener, David E. Apter, Robert Jungk, etc...).

(2) Colloque organisé par la "Joie par les livres" à Arc et Senans en 1973

sociétés à être plus expérimentales (1). Nous souffrons aujourd'hui de ce que la "futurologie" (qui n'est pas la prospective) ait produit plus de modèles de contraintes et de stéréotypes que de recherche de libertés, de "futuribles".

- 4 . Il faut que la recherche prospective soit décentralisée et, mieux encore, décentralisatrice. La prospective ne s'organise pas ; elle se cultive. L'Europe ne gagnera rien à voir une "Rand" européenne artificielle, monopoliser la recherche prospective dans une tour d'ivoire. La prospective pour réussir -comme l'environnement d'ailleurs- doit être internalisée. Elle doit travailler et faire travailler des équipes existantes et tisser une véritable réseau de forces vives.
- 5 . La décentralisation doit être entendue au sens territorial notamment et il serait bon que se développent les exercices régionalisés de prospective (2). Cette décentralisation doit soigneusement relier les études aux responsables politiques, économiques, sociaux et culturels.
- 6 . La recherche prospective a, devant elle, un très grand champ d'analyse. Il faut qu'elle soit globale mais elle trouvera toute sa force en s'attachant à ce qui est dans l'ombre, c'est-à-dire aux relations, aux interfaces. Notre société compartimentée a déjà secrété des prévisions spécialisées en trop grand nombre. Mais elle découpe l'avenir comme un poulet avec un sécateur. Il faut le faire à la main.
- 7 . L'analyse des constantes est également très importante : par exemple, celle de la nature humaine. René Dubos, insiste beaucoup sur le fait que l'homme est très malléable et qu'il peut s'adapter à presque tout ; mais doit-il le faire ? et dans quelles limites ?
- 8 . Des recherches sur l'environnement, je tire le sentiment qu'il faut se préoccuper, parmi les changements possibles, de ceux qui sont irréversibles. Les points de non-retour doivent être par priorité, analysés de suite.
- 9 . Parmi les points qui me paraissent essentiels à faire entrer dans une prospective, figurent ceux qui intéressent le domaine patrimonial qui est "res nullius" : les océans, le milieu végétal, les espèces animales, la haute atmosphère.

(1) Les rencontres européennes du cadre de vie de 1977 ont cette intention.

(2) Il y en a eu en 1973, en Bavière.; en 1976 à Arc et Senans sur la Franche-Comté.

- 10 . Il est enfin essentiel -mais ceci est évident de toute prospective, territoriale ou autre- qu'elle soit largement ouverte. Une prospective de l'Europe qui ne serait pas ouverte sur celle du monde en développement n'a pas de sens. Je l'ai dit dans l'édition française du premier rapport du Club de Rome.

Mieux vaudrait ne pas se lancer dans la prospective en Europe que d'ignorer les chemins Nord-Sud.